



# Conférence sur la gestion de la dette

Genève, 23-25 novembre 2015

## PROGRAMME FINAL

DISCUSS

SHARE

ACT

1 NO POVERTY

8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

17 PARTNERSHIPS FOR THE GOALS

STRATEGIES

La gestion de la dette en faveur d'un développement durable et pour tous  
**Discuter - Échanger - Agir**





## Dixième conférence de la CNUCED sur la gestion de la dette

- DATE :** Du 23 au 25 novembre 2015
- LIEU :** Salle XVIII, Bâtiment E, Palais des Nations, Nations Unis, Genève, Suisse
- DESTINATAIRES :** Hauts responsables dans les domaines de la gestion de la dette et des finances publiques
- OBJECTIF :** La conférence explorera des thèmes actuels de la gestion de la dette et des finances publiques, notamment :
- La dette et les objectifs de développement durable ;
  - Les questions liées à la dette qui sont abordées dans le Rapport sur le commerce et le développement de la CNUCED ;
  - La gestion du risque pour des stratégies de gestion de la dette efficaces ;
  - Les compétences requises dans le domaine de la gestion de la dette.
- Les exposés seront présentés par des experts nationaux ainsi que par des représentants des milieux universitaires, de la société civile et d'organisations internationales et régionales. Le débat sera encouragé.
- INVITATIONS :** Envoyées à tous les États membres de la CNUCED, à un grand nombre d'organisations internationales et régionales, à certaines organisations non gouvernementales et à des représentants des milieux universitaires.
- FRAIS DE PARTICIPATION:** La participation à la conférence est gratuite, mais les frais de voyage et d'hébergement sont à la charge des participants.
- INTERPRÉTATION :** Interprétation simultanée en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.
- DOCUMENTATION :** Les versions provisoires des présentations sont disponibles sur le site web du Programme SYGADE ([www.unctad.org/dmfas](http://www.unctad.org/dmfas)). Toutes les versions finales remises par les conférenciers seront disponibles après la conférence aussi bien sur le site de la CNUCED ([www.unctad.org/ddfb](http://www.unctad.org/ddfb)) que sur le site web du Programme SYGADE. Aucune copie en version papier ne sera distribuée.

## INSCRIPTION ET OUVERTURE

ENREGISTREMENT	HEURE
<p><b>Contrôle de sécurité à l'entrée du Palais des Nations</b> Tous les participants inscrits sont invités à retirer leur badge au portail de Pregny. Ils sont priés de se munir de leur passeport, ainsi que de l'original du formulaire d'inscription.</p>	08.00 – 09.00
<p><b>Liste des participants et ordre du jour</b> Les participants sont priés d'annoncer leur présence au secrétariat de la Conférence dès leur arrivée. Ils seront alors inscrits sur la liste des participants. Cette formalité sera accomplie à l'entrée de la salle XVIII, dans le bâtiment E du Palais des Nations.</p> <p>Les participants recevront également le programme provisoire.</p>	09.00 – 10.00

## LUNDI 23 NOVEMBRE 2015 (suite)

DISCOURS D'OUVERTURE	HEURE
<i>M. Mukhisa Kituyi</i> , Secrétaire général de la CNUCED	10.00 – 10.30

## DETTE ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

NOTES INTRODUCTIVES	HEURE
<p><i>M. Michael D. Higgins</i>, Président de l'Irlande</p> <p><i>M. Luis Arce Catacora</i>, Ministre de l'économie et des finances publiques, Bolivie (État plurinational de)</p>	10.30 – 11.30

### Panel 1 : Les objectifs de développement durable et les défis à venir

Avant que la communauté internationale ne s'engage dans l'après-2015, les pays vont se réunir pour convenir d'un nouvel ensemble d'objectifs internationaux de développement – les « objectifs de développement durable » – qui s'accompagneront de nouveaux besoins de financement. Dans ce contexte, les participants débattront des défis qui devront être relevés durant les quinze prochaines années pour que la dette des pays en développement reste viable. Parmi les sujets à examiner figureront notamment :

- Les incidences de la normalisation des taux d'intérêt dans les pays développés sur l'état de la dette dans les pays en développement ;
- La chute des prix des produits de base est-elle un phénomène séculaire ? Quelles sont les répercussions de cette chute sur la viabilité de la dette des exportateurs de ces produits ?
- De nouveaux pays accèdent aux marchés internationaux des capitaux – risques et avantages.

Modérateur	CONFÉRENCIERS	HEURE
<p><i>M. Alberto D'Alotto</i> Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent, Mission permanente de la République argentine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Suisse</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Adam Elhiraika</i>, Directeur, Division des politiques macroéconomiques, Commission économique pour l'Afrique, Nations Unies</li> <li>• <i>M. Paul Donovan</i>, Directeur général, Banque d'investissement d'UBS</li> <li>• <i>M. Gary Dymski</i>, Professeur, Université de Leeds, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	11.30 – 13.00

<b>PAUSE DÉJEUNER</b>	13.00 – 15.00
-----------------------	---------------

## DETTE ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

<b>Panel 2 : Options pour le financement du développement</b>		
<p>Compte tenu des conclusions de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, tenue en juillet 2015, les participants examineront les solutions qui s'offrent aux pays en développement pour faire face à leurs besoins de financement. Ils débattront en particulier des questions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement des marchés intérieurs de la dette – avantages et limites ;</li> <li>• Les nouvelles sources de financement – financement Sud-Sud et émergence de nouvelles banques de développement ;</li> <li>• L'importance de l'aide publique au développement pour les objectifs de développement durable et les implications financières considérables de la définition de cette aide, ainsi que la nécessité d'une plus grande précision.</li> </ul>		
<b>Modérateur</b>	<b>CONFÉRENCIERS</b>	<b>HEURE</b>
<p><i>M. Richard Kozul-Wright</i>, Directeur, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Raphael Otieno</i>, Directeur, Programme de gestion de la dette, Institut de gestion macroéconomique et financière (MEFMI) de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe</li> <li>• <i>M. Zhang Zhiping</i>, Président exécutif, Centre financier pour la coopération Sud-Sud</li> <li>• <i>Mme Yuefen Li</i>, Conseillère spéciale sur l'économie et le financement du développement, Centre Sud</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>15.00 – 17.00</p>

## DETTE ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Panel 3 : Questions liées à la dette qui sont abordées dans le Rapport sur le commerce et le développement

L'absence, dans l'architecture financière internationale, d'un mécanisme intégré efficace qui permette de traiter les problèmes posés par la dette souveraine est un sujet de préoccupation grandissante. De plus, les stratégies agressives des fonds vautours et l'accueil favorable que certains grands pays font à leurs exigences incitent de plus en plus les créanciers à ne pas participer aux initiatives de restructuration des dettes. Les deux principales approches ci-après sont actuellement à l'examen dans le cadre de plusieurs forums internationaux : l'amélioration de l'approche contractuelle, et la quête d'une approche statutaire. Il serait peut-être aussi possible d'adopter une approche progressive et complémentaire, dont l'adoption d'un ensemble de principes (« droit non contraignant »). Ces principes tiendraient compte de l'intérêt du public en ce qui concerne la viabilité de la dette et établiraient un mécanisme juridictionnel pour le défendre, y compris contre les procédures engagées par les créanciers récalcitrants. Les participants examineront les différentes options possibles.

Modérateur	CONFÉRENCIERS	HEURE
<p><i>M. Alexander Zagryadskiy</i> Conseiller, Section de la politique commerciale, Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Suisse</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Richard Kozul-Wright</i>, Directeur, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</li> <li>• <i>M. Juan Flores Zendejas</i>, Professeur Associé et chef de département, Institut histoire économique Paul Bairoch de l'Université de Genève</li> <li>• <i>M. Alfredo Calcagno</i>, Chef, Service des politiques macroéconomiques et des politiques de développement, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	17.00 - 18.00

### COCKTAIL

18.15 – 19.45

## LA GESTION DU RISQUE POUR DES STRATÉGIES DE GESTION DE LA DETTE EFFICACES

### Panel 4 : Enseignements tirés de la récente crise de la dette

La dette est au cœur du débat international public depuis le début de la crise financière et économique mondiale. La crise de la dette en Europe et, plus récemment, la situation en Argentine ont montré l'importance d'acquérir une meilleure compréhension de la dette souveraine et des mécanismes existant au niveau international pour traiter cette catégorie de dette. Les participants seront invités à débattre des questions suivantes :

- Restructuration de la dette : lacunes et progrès récents ;
- Dette et droits de l'homme ;
- Ajustement structurel – la dépendance vis-à-vis de la compression de la demande est-elle excessive ?

Modérateur	CONFÉRENCIERS	HEURE
<p><i>M. Herman Kamil</i> Directeur, Unité de gestion de la dette, Ministère de l'économie et des finances, Uruguay</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Andrew Powell</i>, Conseiller principal, Département de recherche, Banque interaméricaine de développement</li> <li>• <i>M. Juan Pablo Bohoslavsky</i>, Rapporteur spécial sur la dette et les droits de l'homme, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Nations Unies</li> <li>• <i>M. Thordur Jonasson</i>, Expert principal du secteur financier, Département des marchés monétaires et de capitaux, Fonds monétaire international</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>10.00 – 11.30</p>

**LA GESTION DU RISQUE POUR DES STRATÉGIES  
DE GESTION DE LA DETTE EFFICACES**

**Panel 5 : Chocs exogènes et dette**

Souvent, les crises de la dette ne sont pas le résultat d'emprunts irresponsables mais d'un choc exogène. Face à cela, les pays disposent de plusieurs moyens d'action. Le débat portera notamment sur les sujets suivants :

- Les arguments en faveur des obligations indexées sur le produit intérieur brut ;
- La gestion intégrée du risque – taux d'intérêt, taux de change et risques liés aux prix des produits de base ;
- Les petits États insulaires en développement ont-ils besoin d'un mécanisme spécial pour gérer les risques ?

<b>Modérateur</b>	<b>CONFÉRENCIERS</b>	<b>HEURE</b>
<p><i>Mme Cecilia B. Rebong</i> Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent, Mission permanente des Philippines auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Suisse</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Mme Stephanie Blankenburg</i>, Chef, Service de la dette et du financement du développement, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</li> <li>• <i>M. John Panzer</i>, Directeur de la Pratique mondiale pour les politiques macroéconomiques et fiscales, Banque mondiale</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	11.30 – 13.00

**PAUSE DÉJEUNER**

13.00 – 15.00

## LA GESTION DU RISQUE POUR DES STRATÉGIES DE GESTION DE LA DETTE EFFICACES

### Panel 6 : Atténuation des risques liés aux passifs éventuels

Les turbulences financières et les catastrophes naturelles que le monde a connues récemment ont mis en évidence les risques dus aux passifs éventuels, ainsi que les problèmes de liquidité et de solvabilité qu'ils font peser sur les États et les dépenses soudaines et considérables qu'ils entraînent. Les provisions budgétaires, les assurances et les fonds de réserve, les contre-garanties et les systèmes de gestion actif-passif figurent parmi les méthodes employées par les gouvernements pour atténuer ces risques. Les participants examineront des exemples concrets de la manière dont ces mécanismes et d'autres peuvent aider les gouvernements à se protéger des risques liés aux passifs éventuels.

Modérateur	CONFÉRENCIERS	HEURE
<p><i>M. Enrique Cosío-Pascal</i> Consultant senior dans le domaine de la dette publique et des finances publiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Mme Sharon Almanza</i>, Trésorière adjointe, Bureau du Trésor, Philippines</li> <li>• <i>M. Matthew Martin</i>, Directeur, Debt Relief International, Development Finance International, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord</li> <li>• <i>M. Sceneider Siahaan</i>, Directeur de la Stratégie et du portefeuille de la dette, Ministère des Finances, Indonésie</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>15.00 - 16.30</p>

**LA GESTION DU RISQUE POUR DES STRATÉGIES  
DE GESTION DE LA DETTE EFFICACES**

**Panel 7 : Assurer la viabilité face aux changements climatiques**

Un consensus se fait jour au sein de la communauté scientifique : les changements climatiques vont se traduire par une plus grande variabilité du climat. Celle-ci entraînera une hausse du niveau des mers et des chocs climatiques qui auront des répercussions sur la productivité agricole. À mesure que ces chocs vont gagner en fréquence et en envergure, il sera essentiel pour les pays en développement d'améliorer leurs capacités de gérer les risques budgétaires et de servir leur dette. Les participants débattront notamment des questions suivantes :

- Des phénomènes climatiques plus fréquents et leur coût ;
- Pour utiliser les instruments d'assurance avec succès : études de cas ;
- Fonctionnement des obligations contingentes.

<b>Modérateur</b>	<b>CONFÉRENCIERS</b>	<b>HEURE</b>
<p><i>M. El Hassan Eddez</i> Adjoint au Directeur chargé du Pôle Dette, Direction du Trésor et des finances extérieures, Ministère de l'économie et des finances, Maroc</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Iqbal Abdullah Harun</i>, Secrétaire adjoint, Division des Finances, Ministère des finances, Bangladesh</li> <li>• <i>M. Tobias Meier</i>, Responsable de clientèle senior, Global Partnerships, Swiss Reinsurance Company</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>16.30 – 18.00</p>

## COMPÉTENCES REQUISES DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA DETTE

<b>Panel 8 : Gestion de la dette – les besoins en matière de renforcement des capacités</b>		
<p>La gestion de la dette devenant de plus en plus complexe, même pour les pays les moins avancés, il est nécessaire de modifier sans cesse l'éventail des compétences, notamment dans le domaine de l'économie, des marchés financiers et des politiques publiques, pour assurer le bon fonctionnement des bureaux de gestion de la dette. Les participants examineront les principaux défis que les gestionnaires de la dette ont à relever pour faire face à ces exigences, et identifieront dans quels domaines les capacités doivent être renforcées pour répondre aux besoins des gouvernements.</p>		
<b>Modérateur</b>	<b>CONFÉRENCIERS</b>	<b>HEURE</b>
<p><i>M. José Maurel</i> Consultant, Pratique dans le domaine de la gestion de la dette publique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Prosper Girukwishaka</i>, Chef de l'Unité de gestion du programme de renforcement des capacités de l'administration (PRECA), Ministère des finances, du budget et de la privatisation, Burundi</li> <li>• <i>M. Isaac Mpoza</i>, Directeur, Gestion de la dette et de la trésorerie, Ministère des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda</li> <li>• <i>Mme Athemayani Del Orbe Subero</i>, Directrice adjointe, Ministère des finances, République dominicaine</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>10.00 - 11.30</p>

**COMPÉTENCES REQUISES DANS LE DOMAINE  
DE LA GESTION DE LA DETTE**

**Panel 9 : Gestion de la dette – les besoins en matière de renforcement des capacités**

**L'action des organisations internationales**

Cette réunion-débat sera l'occasion de faire le point sur les actions menées par les organisations internationales et régionales pour aider les bureaux de gestion de la dette à agir dans un environnement de plus en plus complexe et pour appuyer les pouvoirs publics dans leurs efforts de renforcement des capacités. Il sera également question des réponses que les organisations internationales apportent ou prévoient d'apporter à l'évolution des besoins des pays, notamment en matière de systèmes, de services, de normes et de lignes directrices.

Modérateur	CONFÉRENCIERS	HEURE
<p><b>M. Akpan Ekpo</b> Directeur général, Institut de gestion financière et économique de l'Afrique de l'Ouest (WAIFEM)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mme Lilia Razlog</b>, Spécialiste senior de la dette, Pratique mondiale pour les politiques macroéconomiques et fiscales, Banque mondiale</li> <li>• <b>M. Eduardo Valdivia-Velarde</b>, Chef de division adjoint, Division de la balance des paiements, Département des statistiques, Fonds monétaire international</li> <li>• <b>M. Gerry Teeling</b>, Chef, Programme du Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE), Service de la dette et du financement du développement, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</li> </ul> <p><b>Débat. Commentaires et questions de l'assistance.</b></p>	<p>11.30 – 12.45</p>
<b>CONCLUSIONS ET CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE</b>		
<p><b>M. Richard Kozul-Wright</b>, Directeur, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</p>		<p>12.45 – 13.00</p>